

# DE L'ÉNERGIE

## pour le développement du monde réel

Pieter van Geel

**D**eux milliards de personnes, dans le monde, n'ont pas accès à l'énergie moderne. Pour eux, un feu de bois est souvent la seule source d'énergie. Or, cette énergie nuit à l'environnement et à la santé.

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 1,6 million de personnes environ meurent chaque année de la pollution domestique. Ce sont, pour la plupart, des femmes et des enfants. Et la pollution tient aux feux qu'ils allument, dans lesquels ils brûlent du bois ou du fumier.

Ce n'est pas, cependant, le seul problème. La pollution de l'air et le smog des villes menacent l'environnement et la santé. Les principales causes sont la circulation et le recours aux combustibles fossiles. Quelque 800 000 personnes — principalement des citoyens pauvres — meurent chaque année en respirant cet air.

Si nous ne faisons rien, le problème ne fera qu'empirer. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande d'énergie va croître de 60 % d'ici à 2030. Si nous ne changeons pas de politique, les émissions de dioxyde de carbone vont augmenter au même rythme. Or, nous le savons, ces émissions sont l'une des principales causes de l'effet de serre. Il faut appliquer le Protocole de Kyoto,

mais celui-ci ne suffira pas à limiter les émissions de dioxyde de carbone. Nous devons faire plus. Autrement, les répercussions sur l'environnement, la santé et la pauvreté seront inimaginables. Et, comme toujours, ce seront les plus pauvres qui souffriront le plus.

### De l'énergie pour la croissance

Les pays en développement ont *droit* à la croissance. Ils en ont besoin pour combattre la pauvreté. La croissance, cependant, est impossible sans accès à une énergie moderne. Si nous voulons que cela change, nous devons commencer par répondre à leurs besoins fondamentaux.

Permettez-moi de donner un exemple. Au moins un tiers des habitants de la planète, pour l'essentiel des ruraux pauvres de pays en développement, ne disposent pas de l'énergie dont ils auraient besoin pour leurs besoins quotidiens, leur santé ou leur éducation. Cette offre d'énergie limitée et instable est un obstacle direct au développement économique. Imaginez seulement : des millions de personnes passent un temps fou à ramasser assez de bois de chauffe pour survivre. Les entreprises ne peuvent fonctionner à cause des coupures de courant.

Les écoles et les hôpitaux ne peuvent fonctionner correctement. L'énergie est aussi nécessaire pour réfrigérer les médicaments et éclairer les enfants qui font leurs devoirs à la maison.

Les pays industrialisés doivent aider ceux en développement à s'approvisionner en énergie. Une énergie qui soit durable. Or, cela exige beaucoup d'argent.

## Un investissement essentiel

L'AIE estime qu'il faudra environ 16 billions de dollars pour approvisionner le monde en énergie d'ici à 2030. Et l'aide des gouvernements, du secteur privé et de la société civile sera nécessaire, car les pays en développement ne peuvent y parvenir seuls. Après un ambitieux départ, il y a une dizaine d'années, le secteur privé est devenu plus hésitant à opérer d'importants investissements dans le secteur énergétique des pays en développement. Les entreprises estiment que les risques financiers sont trop élevés.

C'est là que les gouvernements des pays en développement interviennent. Ils doivent créer un climat d'investissement stable et bien gérer les affaires publiques. Les pays riches peuvent les aider par des ressources financières ou en améliorant les conditions d'investissement. Le projet d'éoliennes au Costa Rica en est un bon exemple. Aujourd'hui, trente éoliennes approvisionnent en énergie 25 000 ménages. Les Pays-Bas ont financé les dépenses de conception et de lancement du projet. La société néerlandaise Essent a ensuite pris le risque d'installer les turbines. C'est ainsi qu'on obtient des résultats.

## Économiser l'énergie

Cela coûte de l'argent, mais on peut aussi en économiser en utilisant l'énergie de façon plus rationnelle. On pourrait économiser, dans les pays en développement, 30 à 40 % de l'énergie en prenant des mesures efficaces. Les investissements nécessaires seraient amortis très rapidement. Qui plus est, l'innovation et les écotecnologies stimulent l'économie. En économisant l'énergie, on réduit les émissions de dioxyde de carbone et l'on réduit ainsi la pollution locale. L'économie des pays en développement peut donc croître et le climat mondial s'améliorer en même temps.

Dans les prochaines décennies, la demande d'énergie va être tellement importante qu'elle ne pourra être satisfaite qu'en partie par des sources renouvelables. Les combustibles fossiles vont continuer de prédominer. Il va donc nous falloir veiller à ce que les sources non renouvelables — charbon, pétrole et gaz — ne polluent pas trop l'environnement. Dans le cadre du Protocole de Kyoto, le Mécanisme pour un développement propre va prendre encore de l'importance. Je suis fier de dire que les Pays-Bas font, dans ce domaine, office de pionniers. Avec ce mécanisme, nous pouvons agir pour l'environnement et pour les pauvres.

Et c'est là le principal enjeu — comment faire pour produire assez d'énergie pour tous dans les pays en développement ? Que faire pour y parvenir ? Le problème de l'énergie est mondial et doit s'affronter à ce niveau. Si nous ne faisons rien, les problèmes ne feront que s'aggraver, surtout si l'on tient compte de l'accroissement rapide de la demande.

La question est n'est donc pas « devons-nous agir ? », mais « comment ? ». D'ici à 2015, la communauté internationale veut réduire la pauvreté de moitié, réduire fortement les niveaux d'analphabétisme et assurer un environnement viable. Nous ne pourrons y parvenir sans un approvisionnement énergétique durable. Pour ce faire, nous devons investir.



**La pollution de l'air et le smog des villes menacent l'environnement et la santé. Quelque 800 000 personnes — principalement des citoyens pauvres — meurent chaque année en respirant cet air.**

## Des messages clairs

En décembre 2004, nous avons aidé à lancer cette stratégie à la Conférence sur l'énergie au service du développement organisée à Noordwijk (Pays-Bas) avec Agnes van Ardenne, ministre de la coopération pour le développement ; la Banque mondiale ; le PNUE ; et le Conseil mondial du développement durable.

Les principaux messages étaient les suivants :

- ① L'énergie est essentielle à la croissance et doit être une priorité aux niveaux international et national ;
- ② Nous devons tout faire pour que les pauvres bénéficient d'un approvisionnement énergétique moderne ;
- ③ Nous devons veiller aux problèmes d'environnement et de santé liés à l'énergie avant qu'il ne soit trop tard ;
- ④ Une bonne gouvernance, des réformes économiques et un bon climat commercial sont nécessaires pour attirer les investissements ;
- ⑤ Nous devons inverser l'évolution négative de l'aide publique au développement destinée aux projets énergétiques.

Sans accès à l'énergie, les possibilités de développement des entreprises sont limitées. C'est un cycle par lequel l'énergie alimente la croissance, qui accroît à son tour la demande d'énergie. La mission qui nous incombe, c'est d'ouvrir la voie à un développement durable. Cette voie doit nous permettre, face aux dures réalités de l'économie, de protéger au mieux l'environnement.

Le Gouvernement néerlandais œuvre avec un groupe de partenaires pour stimuler l'action. Beaucoup reste à faire, et peut être fait. C'est ce message qu'il faudra faire entendre au Sommet de 2005 chargé de faire le point sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire.

---

*Pieter van Geel est Secrétaire d'État chargé du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (Pays-Bas).*

*Pour tout renseignement sur la Conférence : [www.energyfordevelopment.org](http://www.energyfordevelopment.org)*

## La science nucléaire aide Mexico à mieux respirer

Personne n'aime respirer l'air pollué des grandes villes. Encore moins les habitants de Mexico, dont l'air est tellement pollué qu'il en est dangereux pour la santé. L'AIEA, par l'entremise de son programme de coopération technique, aide les Mexicains à mieux respirer. Elle coopère avec des chercheurs locaux et avec les services de réglementation dans le cadre d'un projet visant à rendre l'air de la capitale plus sûr pour ses habitants.

Ces deux dernières années, on s'est servi du « savoir-faire » nucléaire pour analyser des échantillons d'air de la capitale. Ces techniques renseignent sur la taille, la nature et le niveau des contaminants présents dans les particules en suspension. Forts de cette connaissance, les chercheurs et les spécialistes de la santé peuvent mieux comprendre et combattre les risques liés à la pollution, comme le cancer et les maladies respiratoires. À Mexico, la pollution de l'air provoque environ 12 000 décès par an, les enfants et les personnes âgées souffrant de plus en plus de maladies respiratoires. Les gaz d'échappement des quatre millions de véhicules qui y circulent sont la principale source de contamination.

À la différence des méthodes traditionnelles, les outils nucléaires sont assez sensibles pour fournir des informations essentielles sur les contaminants présents dans les particules. Plus une particule est petite, plus elle nuit à la santé, car elle peut pénétrer en profondeur dans les poumons. On espère qu'en connaissant mieux les taux d'éléments tels que le soufre, le nickel, le cuivre et le zinc rejetés dans les particules, les autorités pourront mieux protéger la santé.

Les échantillons d'air prélevés à Mexico sont régulièrement analysés par la technique PIXE (émission X induite par les protons). L'AIEA fournit aux chercheurs de l'Institut national de recherche nucléaire (ININ), qui effectue ces analyses, du matériel et des formations équivalant à environ 300 000 dollars. On utilise un accélérateur pour projeter un faisceau de protons sur un échantillon de poussière. La réaction fournit une mine d'informations qui aident les chercheurs à identifier la source exacte des émissions toxiques. Ces informations sont précieuses dans une ville où l'industrie et les 20 millions d'habitants se côtoient souvent. Enfin, elles indiquent aux décideurs où ils doivent agir et quelles émissions ils doivent combattre pour que Mexico respire mieux.

—Kirstie Hansen, AIEA